

---

## **La désintégration de la parité préétablie des changes au sein du SME : la fracassante irruption de la loi du marché.**

La crise des changes qui a ébranlé le système monétaire européen (SME), les déséquilibres persistants entre les prix relatifs du Yen et du Dollar, la crise catastrophique de toutes les fonctions de la monnaie Rouble dans l'ex-URSS, sont autant de déclinaisons de la crise monétaire mondiale. Celle-ci s'est à son tour superposée et s'est nourrie de la baisse brutale du taux général de profit et de la dépréciation conséquente du capital-argent. Parmi les trois manifestations de la crise monétaire, celle qui a le plus frappé, et à juste titre si l'on se souvient de l'assourdissant battage idéologique pour la ratification du Traité de Maastricht, c'est l'explosion du SME et notamment le divorce entre le Franc français et le Deutsche Mark de la fin juillet 93. Les faits sont relativement bien connus et se sont déroulés dans un laps de temps concentré, si bien que le choc produit dans les rangs des adversaires de classe du prolétariat en a été d'autant plus grand. Tout a commencé, pour ainsi dire, le 29.07 quand la Bundesbank a décidé de ne pas baisser le taux d'escompte à court terme, fixé à hauteur de 6.75%. Et cela malgré les insistants appels convergents et surtout très intéressés des autorités monétaires françaises, américaines et japonaises inquiètes de l'extraordinaire pompe à capitaux internationaux que représente le budget fédéral allemand, en pointe de la gigantesque restructuration de l'ex-RDA. Il faut savoir que, depuis la libéralisation en 1990 des échanges en capitaux monétaires et fictifs dans l'aire CEE, les marchés financiers intérieurs de la dette des pays membres de la Communauté sont contrôlés par des firmes étrangères à hauteur de 20-30% du total. Une telle imbrication internationale de la circulation des capitaux rend crucial le noeud des cours des changes des monnaies nationales, car celles-ci font, en grande partie, fonction de numéraire, d'unité de compte, des capitaux en mouvement d'un pays à l'autre.

*« La compétition entre pays de la CEE pour attirer des fonds internationaux dans leurs marchés obligataires a de loin bénéficié avant tout à l'Allemagne. D'après la Bundesbank, les non-résidents en Allemagne ont atteint dans le marché obligataire allemand le montant net record de 257 milliards de DM dans les douze mois qui ont précédé juin dernier, dont 117 sont allés au marché obligataire public... Le désir de la Bundesbank de maintenir l'attraction internationale du DM a été une raison primordiale de son refus de couper les taux d'intérêt à court terme plus rapidement... Les étrangers détenaient 26% des 1350 milliards de DM de dette du secteur public allemand à la fin de l'année dernière, contre 21% des 1050 milliards de DM de la dette totale à la fin 1990. »*

(Financial Times. 17.09.93.)

Pareillement, la dette totale française était contrôlée, fin avril 1993, à hauteur de 27% par des financiers étrangers, soit 305 milliards de Francs d'Obligations d'Etat. Fin 1990 ce montant était de 137 milliards de Francs, qui correspondait à 17% de l'ensemble de la dette française. L'endettement français à court terme est, pour sa part, encore plus exposé aux aléas des marchés internationaux des monnaies car, toujours fin avril 1993, il était dépendant de l'étranger pour 43% de la totalité, c'est-à-dire 213 milliards de Francs, contre 29% à la fin 1990 (118 milliards de Francs). L'enchevêtrement dense des relations entre la France et l'Allemagne, considérées à juste titre comme les « locomotives » de l'Europe communautaire, est connu. A ce jour encore, l'Allemagne est le premier marché extérieur de la France (18% du total des exportations françaises de marchandises), et inversement (17% de l'ensemble des exportations de biens fabriqués en Allemagne sont destinées au marché français). Aussi, le meilleur indice de la nature sérieuse de cette crise des changes entre les deux pays est de rappeler la situation de l'économie réelle de l'Allemagne et de la France. La première a vu chuter sa production industrielle de 8.7% entre juin 92 et juin 93 et la seconde, sur la même période, de 4%. Dès le dimanche 1er Août, soit à peine deux jours après la réponse négative de la Bundesbank au sujet de la baisse du taux d'escompte, on faisait état de pressions insupportables sur la parité Franc/DM. La cotation du premier était suspendue jusqu'à nouvel ordre puis, au cours de la semaine suivante, la CEE prendra la responsabilité historique de déclarer officiellement ouverte la guerre des changes en son propre sein et, d'un seul mouvement, d'enterrer (« mettre entre parenthèses » selon l'expression consacrée) prématurément le Traité de Maastricht, pourtant fraîchement entériné, et le SME tel qu'il existait depuis 1979. Tant d'efforts pour « faire converger les économies et les monnaies européennes » -lire réduire la concurrence entre les pays de cette aire afin de constituer un bloc économique solidaire plus puissant dans la compétition avec les autres aires géopolitiques du globe- sont partis en fumée en un rien de temps...

Il y a en effet là de quoi inquiéter les classes dominantes! Le certificat de décès prend la forme de l'élargissement des bandes d'oscillation tolérées sur les marchés monétaires internationaux du prix des Francs français à 15% en dessous et 15% au-dessus de celui qui se pratique pour le DM. Avant cette date la bande était comprise entre + 2.25% et -2.25%. Certes, nous n'assistons pas à la première turbulence du marché des changes communautaire. A l'occasion des crises de dévalorisation qui ont précédé celle-ci des dépréciations du Franc français par rapport au DM avaient déjà eu lieu; elles furent respectivement de 3% en octobre 1981, de 5.75% en juin 1982, de 2.25% en 1983 et de 3% en 1986. De plus, la perte de valeur

du Franc français sur les marchés de changes relativement au DM n'est pas le seul fait attestant de la « ruine » (le qualificatif n'est pas de nous, nous l'extrayons du très prestigieux *The Economist*) du SME. La première fêlure dans le système communautaire actuel de parités monétaires harmonisées et fixées en amont du jeu concurrentiel -et ce pour un laps de temps qui se voudrait le plus long possible- fut la dépréciation de 7% de la lire italienne par rapport aux autres monnaies du système qui était intervenue le 14.09.92 par décision des autorités financières de ce pays. Il s'agissait du premier craquement du SME depuis 1987. A peine deux jours après, le 16.09.92, Lire italienne et Livre britannique quittent le Système. Cette mesure ne tardera pas à produire des effets similaires en chaîne. Dans l'ordre, le 22.11.92 la Peseta espagnole et l'Escudo portugais perdent 6% de leur prix de marché, le 01.02.93 c'est le tour de la Livre irlandaise avec -10%, suivie de nouveau par la Peseta espagnole (-8%) et l'Escudo portugais (-6.5%). Ainsi, en huit mois, quatre séries de dévaluations auront eu lieu au sein d'un Système Monétaire qui, pour l'heure, ne représente guère plus que l'ombre de lui-même. La crise européenne des changes de 1992-1993 restera dans les livres d'histoire -sans préjuger du futur- comme la plus importante de l'après-guerre, supérieure en gravité à celle de 1975 qui avait eu cours simultanément au « premier choc pétrolier », à son tour facteur déclenchant de la crise générale de dévalorisation de 1974-1975. Les Etats français et allemand ont opposé toute la résistance dont ils étaient capables pour faire face à la cassure du Système, frappé avec une redoutable précision en son coeur : la parité Franc/DM. Des sommes immenses ont été déboursées de part et d'autre pour endiguer la dite spéculation sur les changes (lire l'action « naturelle » de péréquation de la libre concurrence). La Banque de France a mis dans le circuit 59 milliards de Dollars US -soit 330 milliards de Francs, l'équivalent du cinquième du déficit budgétaire français- et l'Allemagne, au cours du seul mois de juillet 93, 60 milliards de DM (dont la moitié dans la journée noire du vendredi 30.07) -soit environ 210 milliards de Francs. Certes, ce n'est pas encore grand chose si l'on compare ces montants aux flux monétaires totaux mobilisés par l'intégralité des marchés des changes de la planète. Chaque jour, en effet, 1100 milliards de Dollars US y circulent, soit 40 fois le montant des flux financiers qui correspondent strictement à des règlements dûs aux échanges de marchandises, hormis la marchandise spéciale argent. Cependant, ceci n'enlève rien au fait que, pour les pays concernés, les sommes engagées ont réellement été très importantes, relativement à leur poids spécifique et à l'état de leurs réserves totales disponibles. La raison de ces efforts titanesques des Banques Centrales des deux pays-pivot de la Communauté Européenne est une nouvelle fois fournie par *The Economist* du 23.10.93 :

*« A l'évidence, la CEE ne peut pas continuer à être un marché unique si ses monnaies sont libres de fluctuer contre les autres d'une façon aussi importante que le Dollar vis-à-vis du Yen. »*

En d'autres termes, afin que le mouvement concurrentiel spontané entre les capitaux individuels des différents pays adhérant au cartel protectionniste communautaire soit endigué, bridé, réglementé pour permettre à ceux-ci d'évoluer dans un environnement favorable à la reproduction permanente d'un front commun contre les capitaux individuels issus d'autres aires géopolitiques, il faudrait que le marché « intérieur » des papiers-monnaies des pays de la CEE ne bouleverse pas sans cesse, par des fluctuations anarchiques de leurs prix relatifs, les termes

des échanges des marchandises et des capitaux. Avant le chapitre consacré à l'examen des causes profondes, « structurelles », de la crise des changes, donc avant l'exposition d'une amorce d'explication marxiste, il n'est pas superflu de passer rapidement en revue les deux principales analyses produites en cette occasion par le camp des économistes bourgeois.

La première thèse vise à « inculper » l'Allemagne du crime suprême de vouloir à la fois reconstituer « son » aire géopolitique d'avant-guerre comprenant les pays germaniques et slaves de l'Europe centrale, de tenter d'étendre son influence dans l'aire anciennement russo-centrique et, pour finir, d'avoir dangereusement engagé des sommes de capitaux imposantes dans le colossal processus de restructuration de l'ex-RDA. De surcroît, pour les partisans de cette position, la démocratie sociale allemande de haut niveau constitue depuis longtemps une entrave de taille au processus d'« harmonisation » monétaire. Cette présumée tare chronique aurait été davantage aggravée par le « choix » des autorités de la R.F.A. d'injecter dans la restructuration des nouveaux Länder des capitaux drainés sur les marchés des prêts plutôt que de transformer une partie accrue de la masse salariale en impôts. Ceci aurait grandement contribué à maintenir hauts les taux d'intérêt allemands et, par ricochet inévitable, aurait rendu moins attractifs les achats de moyens de paiement libellés en d'autres papiers-monnaies. Une telle situation, à la longue, provoquerait une « désaffection » relativement stable des investisseurs internationaux sur les marchés des changes à l'égard, par exemple, du Franc et empêcherait les institutions bancaires françaises de procéder à la baisse, tant invoquée par le patronat local, des taux d'intérêt, mesure considérée comme nécessaire afin de ranimer l'économie. Voici quelques propos notables qui étayaient ce point de vue :

*« Le gouvernement allemand a choisi de payer l'unification avec des emprunts et pas par l'augmentation de la fiscalité. Ceci a provoqué une grande expansion de la demande (de DM n.d.l.r.). »*

(The Economist)

*« La fixation à 1 pour 1 du taux d'échange entre Mark occidental et oriental pour les salaires, les retraites et la plus grande partie de l'épargne, accroissait massivement le pouvoir d'achat des Allemands de l'Est, qui l'utiliseront pour acheter davantage de produits venant de l'Allemagne de l'Ouest. Cette stratégie eut aussi pour conséquence d'enlever toute compétitivité à bon nombre d'entreprises est-allemandes et d'augmenter de manière catastrophique le chômage dans l'ancienne RDA. »*

(P. M. De La Gorce, directeur de la revue Défense Nationale in Monde Diplomatique. Septembre 93.)

*« Il ne faut pas commettre l'erreur du passé de prendre des mesures importantes dans un pays sans penser aux conséquences dans tous les autres... par exemple le taux de change 1 DM = 1 M. »*

(Franco Modigliani, prix Nobel de l'économie in La Repubblica. 30.07.93)

Cette explication a la « propriété », hélas trop répandue ces temps-ci, de ne rien expliquer du tout. Derrière un long tissu de lamentations ponctuées de menaces guerrières à peine voilées à l'encontre du capital social allemand, les représentants de cette école ne savent pas résister à la tentation de réécrire l'histoire sur la base d'innombrables conditionnels. Ils sont surtout animés par une haine viscérale du prolétariat allemand qui, à leurs yeux, a pêché d'avoir jusqu'à présent imposé à sa propre bourgeoisie un coefficient élevé de prise en considération de sa force potentielle. Bien sûr, si l'Etat allemand avait pu mener la restructuration sans prendre garde de ménager la susceptibilité des ouvriers de l'ex-RDA, si leurs frères de R.F.A. avaient accepté de payer les investissements productifs à l'Est par une amputation fiscale supplémentaire de leurs salaires, si la crise sans précédent dans laquelle est encore plongée l'ancienne aire russe ne s'était pas produite et que cette portion du marché mondial avait continué d'absorber les marchandises des deux Allemagnes, réduisant ainsi le caractère d'urgence de la restructuration de l'appareil productif des nouveaux Länder, si ... tout irait bien dans le meilleur des mondes. Mais il n'en est pas ainsi. Le gouvernement allemand a fait, à l'instar de tout autre comité d'affaires de la bourgeoisie méritant cette appellation, ce qu'il avait à faire dans les conditions nouvelles de la crise générale. Il a, par conséquent, enregistré la donne centrale d'une compétition économique de plus en plus âpre -guerre économique de tous contre tous- et il a organisé la défense et le soutien étatique de sa section nationale du capital social mondial. Cette action produit fatalement des reclassements d'envergure dans la redéfinition du découpage par aires du marché mondial et, au point de vue du capital total, on ne peut décemment pas lui reprocher d'avoir commis des erreurs de parcours à ce propos... à moins de représenter, sous couvert de « science économique », l'avis forcément partial des fractions concurrentes des classes dominantes d'autres pays. La seule vérité à retenir, perceptible en filigrane dans le corps profond de ces arguments, c'est la manifestation éclatante d'une formidable tendance au repli protectionniste des capitaux sur les marchés intérieurs respectifs, à une « territorialisation » grandement accrue et à une pression revigorée sur le prix de la marchandise force de travail, exercée, une fois n'est pas coutume, par la bourgeoisie mondiale coalisée.

La *seconde thèse* est admirablement défendue par le malthusien réactionnaire Maurice Allais, prix Nobel de l'économie. D'après un entretien accordé au quotidien Libération du 02.08.93 au titre , ô combien évocateur : « L'Occident au bord du désastre », la crise monétaire serait due :

*« Bien plus qu'à la politique allemande des taux d'intérêt (ceux à trois mois sont proches de 10%), fondée à la fois sur la lutte contre une inflation excessive (de 4% environ) et sur les nécessités de financement de l'économie de l'Allemagne orientale, à la politique des bas taux des USA (ceux à trois mois sont proches de 3%, comme leurs équivalents japonais) et aux dévaluations compétitives de la Grande-Bretagne et de l'Italie. »*

Ce seraient donc ces pays, ce coup-ci, les méchants responsables du désastre annoncé par ce énième cavalier de l'Apocalypse... Notre nouveau Docteur Mabuse ne lésine par ailleurs pas en remèdes. Il part d'abord de deux constats :

1/ « *La crise de 1929 est résultée d'une contraction considérable des moyens de paiement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.* »

2/ Il y a « *confusion entre épargne et monnaie, source d'« instabilité permanente » et « couverture fractionnaire » des dépôts bancaires.* »

Pour ensuite livrer la clé du problème et la recette, à son avis, appropriée :

« *Si l'on veut effectivement assurer la stabilité des prix, il est sans doute préférable de le faire par la régulation de la monnaie de base plutôt que par la régulation des taux d'intérêt qui doivent rester libres.* »

En clair, M. Allais propose de recréer ex-abrupto la situation de 1929 : il prône la réduction draconienne de la circulation monétaire, du papier-monnaie, donc des moyens monétaires de paiement. On peut ainsi déceler, tout au long de ses propos, et derrière cette volonté têtue de paiement intégral généralisé en guise d'une improbable paix universelle des braves marchands, le souhait inavoué du pur et simple arrêt du fonctionnement du capital de prêt. Cela certainement au nom d'une économie où enfin les forces productives stagneraient définitivement et où ses élucubrations obscurantistes sur l'excès de main-d'oeuvre (étrangement surtout celle d'origine étrangère) pourraient triompher. Mais trêve de lugubres plaisanteries. Cette deuxième thèse attaque l'autonomisation du capital-argent dans la circulation, remet radicalement en discussion le rôle du crédit et sa fonction de démultiplication, d'accélération de l'accumulation de capital.

« *D'où la tendance nécessaire du capital à viser une circulation sans temps de circulation, et cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des dispositifs de crédit du capital.* »

(Marx. Grundrisse. T. 2. P. 151. Editions Sociales.)

« *Le crédit rend le reflux sous forme d'argent indépendant du moment du reflux réel, que ce soit pour le capitaliste industriel ou pour le commerçant. Chacun d'eux vend à crédit; il aliène donc sa marchandise avant qu'elle ne reflue vers lui sous forme d'argent. Par ailleurs, il achète à crédit, la valeur de sa marchandise s'est donc reconvertie pour lui soit en capital productif, soit en capital-marchandise bien avant que cette valeur se soit effectivement convertie en argent, avant même que le prix des marchandises soit échu et payé.* »

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 472. Editions du Progrès. Moscou.)

Il s'agit là d'une « explication » qui, au niveau du diagnostic, ne se démarque guère de la première énoncée et qui, en prime, en prétendant aller davantage au fond des choses et des rapports mis en examen, les nie en fin de compte tout bonnement. Face à la misère de l'économie politique bourgeoise seul le marxisme pourra percer l'énigme et la résoudre théoriquement d'une manière satisfaisante.

